

SALON INTERNATIONAL DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE DU CAMEROUN

Valoriser le rôle des transports dans la marche vers l'émergence, et son impact dans le processus de l'intégration sous-régionale



Yaoundé International 3rd Edition
**TRANSPORTS
& LOGISTICS
EXHIBITION**



Africa Business Club
We believe in Africa

INFOLINE : 242 84 36 71 / sitralcEXPO@gmail.com

Du 17 au 21 Avril 2018 / Palais des Sports de Yaoundé

400 F CFA

Intégration

www.journalintegration.com

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

N° 312 DU LUNDI 26 FÉVRIER AU DIMANCHE 04 MARS 2018 - DIRECTEUR DE PUBLICATION : THIERRY NDONG OWONA

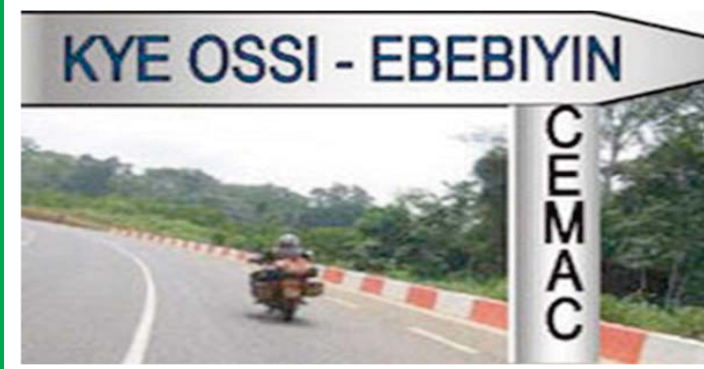
CRISE ANGLOPHONE

Page 4

Ces milices qui affrontent l'armée camerounaise

● Profils. Organisations. Modes opératoires. Ambitions...

● Paul Biya, le chef des armées, crée une cinquième région militaire pour anéantir tous les groupes armés en activité dans le Nord-ouest et le Sud-ouest du pays.



CEMAC

Pages 6-7

Le triangle de l'opulence fait sa crise financière

Minepat / Secteur Privé

Aspects pratiques d'un partenariat

Pages 10-11

CEEAC

Page 5

Paix et sécurité, enjeux du sommet des chefs d'Etat de Libreville

FIAC

FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA
INTERNATIONAL BUSINESS AND TRADE FAIR OF DOUALA

222 214 415 / 675 293 591 fiacdouala.org

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
UNDER THE DISTINGUISHED PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROUN

500 ENTREPRISES VOUS ATTENDENT DÉJÀ À LA FIAC 2018

24 MARS - 08 AVRIL 2018

COMPLEXE CAMTEL BÉPANDA - DOUALA

RÉCEPISSÉ DE DÉCLARATION N°010 / RDDP/ J12 / SAAJP *** TÉL : +237 676 20 37 09 / 699 93 10 42

S.A.D.
Société d'Aménagement de Douala SA

SUPER PROMO

Réservez votre logement dans l'un de nos lotissements et bénéficiez d'une remise exceptionnelle de **10%** ainsi que des conditions de paiement attractives....

OFFRES LIMITEES

Prix particulièrement attractifs et économiques

Avec la SAD, le rêve devient réalité

N'hésitez plus contactez la SAD et rencontrez notre équipe commerciale

Au 289, rue Koloko Bonapriso
Tel.: (+237) 233 43 11 43 / 693 61 98 73
(+237) 699 93 6688
E-mail: mbsad2003@yahoo.fr



Hors - Série

Pour vos annonces
publicitaires
et contributions.

Tél : (+237) 243 29 63 03
699 93 10 42 / 676 20 37 09
Mail : journalintegration@gmail.com
Website: www.journalintegration.com

Intégration
LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

CAMEROUN-CEMAC

**Tirer profit
des Accords de
Partenariat
Economique!**

**En kiosque
le 24 Mars
2018**

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Séoul: Pyongyang gagne les jeux politiques

Depuis le 9 février dernier, les Jeux olympiques (JO) d'hiver suivent leur cours en Corée du Sud. 93 nations, 2 925 athlètes pour 102 titres en 15 disciplines. Outre l'enjeu des performances sportives, les pistes de sky et de patinage artistique sont le théâtre d'un autre jeu. 8 nations africaines (Afrique du Sud, Erythrée, Ghana, Kenya, Madagascar, Maroc, Nigéria, Togo) connues pour leur climat tropical, déploient des compétiteurs dans la capitale sud-coréenne. Semblable, la Corée du Nord, jusqu'ici paria de la scène internationale, décide de sortir de son repli offensif après près de décennies de provocations de l'ordre international.

Les Jeux olympiques d'hiver comme d'été figurent au rang des événements les plus populaires au monde. Ce sont des vitrines culturelle, économique et politique pour les nations qui y prennent part comme actrices ou comme animatrices.

Pour le géopolitologue français Pascal Boniface, l'hypermédiatisation des Jeux Olympiques offre une tribune planétaire. Qui peut oublier les poings levés de

Tommie Smith et John Carlos en 1968? Ces deux sprinteurs noirs américains qui, en protestation à la ségrégation raciale aux Etats-Unis d'Amérique, avaient levé leur point droit vers le ciel. Sur le podium car arrivés respectivement 1er et 3ème, ils seront suspendus, bannis du village olympique, interdits des compétitions à vie avant d'être rétablis à la fin des années 1980. La géopolitique par le sport revêt désormais le statut de thermomètre de puissance et les JO offrent une scène de déploiement géopolitique et géostratégique. Les capacités organisationnelles ou les performances en compétition octroient une visibilité, mieux une stature à l'échelle de participation (régionale, mondiale). Le sport en général, et l'olympisme en particulier, vulgarise en même temps espoir et affirmation des identités nationales. Tout comme la mondialisation, c'est le prolongement des rivalités géopolitiques. Entre offensive diplomatique et positionnement culturel, le déploiement africain et nord-coréen actuels n'est pas innocent à toute velléité d'affirmation.

Zacharie Roger Mbarga

Pyongyang

Les jeux de Pyongyang rentreront dans l'histoire comme ceux de l'ouverture diplomatique de la Corée du Nord. Pour preuve, Kim Yo Jong, sœur du leader nord-coréen, accompagne la délégation de ce pays aux Jeux. Depuis la fin de la guerre de Corée, c'est le premier membre de la dynastie régnante du nord à se rendre chez les voisins et frères ennemis. Plus symbolique encore, la délégation de Pyongyang est conduite par celui qui officie comme chef de l'Etat à savoir Kim Jong Nam. Kim Jong Un, actuel dirigeant suprême de la Corée du Nord, a remercié les autorités de Séoul pour l'hospitalité réservée à la délégation de son pays et en réponse, il a formulé une invitation à Pyongyang pour le président sud-coréen Moon Jae-In.

La délégation de haut niveau, les civilités diplomatiques et les manières prévenantes du régime Nord-coréen ont réussi à faire ombrage à l'activisme américain. Mike Pence, le vice-président des Etats-Unis d'Amérique, était accompagné du géniteur d'un étudiant américain décédé en «capti-

tivité» en Corée du Nord. Ce qui n'a pas empêché les deux délégations de défilier ensemble lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux. Jusqu'ici, aucune réaction du Conseil de paix et de sécurité de l'Organisation des Nations unies sur ce rapprochement spectaculaire.

Tam-tam tropical

Considérée comme l'un des continents les plus chauds au monde, l'Afrique participera une fois de plus à la grande messe des sports d'hiver. 12 athlètes engagés pour cette édition et jusqu'ici aucune médaille engrangée. Ces Jeux sont davantage pour les pays du continent, l'occasion de contacts multiples entre diplomates des délégations officielles. Les participations africaines remontent à 1960 aux Jeux Olympiques de Squaw Valley aux Etats-Unis. Ce sera la première participation de l'Afrique du Sud pro-Apartheid. L'Afrique noire subsaharienne fera son entrée dans la compétition en 1992 aux Jeux Olympiques d'Albertville en France avec le Sénégal et le Swaziland.

LE CHIFFRE

150

MILLIARDS FRANCS CFA

C'est la somme nécessaire pour financer le programme de développement de la pêche, de l'élevage et de l'agriculture au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Bernard Boutsika Ngavet, le secrétaire exécutif adjoint de la Cebvirha (Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques) l'a signifié à Daniel Ona Ondo le 19 février 2018. C'était au cours de la visite du président de la Commission de la Cemac dans les locaux de cette institution spécialisée de la Cemac à Ndjamena, au Tchad.

Boutsika Ngavet, a évoqué l'organisation d'une table ronde pour le mois de juin 2018, qui devrait servir à mobiliser les ressources des bailleurs de fonds et donateurs internationaux, au profit du programme.

L'HOMME

PIERRE MOUKOKO MBONJO



Après sa sortie du gouvernement le 02 octobre 2015, d'aucuns le disaient désœuvré. L'ensemble de ses proches rappellent d'ailleurs chaque fois qu'ils

en ont l'occasion : «Il n'a jamais dit qu'il arrêterait.» Impossible de toute façon. Son agenda est bourré de rendez-vous, son téléphone n'arrête pas de sonner depuis qu'il a investi ses nouveaux bureaux à Addis-Abeba en Ethiopie. Là-bas, il exerce, depuis septembre dernier, comme chef de l'Unité de mise en œuvre de la réforme institutionnelle de l'Union africaine (UA), un organe chargé du suivi des décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'institution panafricaine. Quatre mois seulement après son arrivée à cette importante charge, l'ancien ministre de la Communication et ancien ministre des Relations extérieures du Cameroun a reçu, en janvier de cette année, à l'issue du 30e sommet de l'UA, les félicitations de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement pour «l'excellent travail de coordination du processus de mise en œuvre de la réforme».

L'AGENDA

22 AU 26 FÉVRIER 2018

Visite au Cameroun de Madame Ursula Mueller, Sous-secrétaire général pour les affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence aux Nations unies. Sa mission a pour objectifs principaux d'accroître la visibilité de la crise humanitaire au Cameroun et de soutenir les efforts de mobilisation des ressources pour une réponse conjointe et efficace.

05 AU 06 MARS 2018

Atteinte à Libreville (Gabon) du sommet des chefs d'Etat du Conseil de paix et de sécurité (Copax) de la CEEAC. Ces assises sont précédées du 03 au 04 mars du Conseil des ministres et de la Commission de défense et de sécurité (CDS) du 28 février au 01er mars 2018.

ACTION CARITATIVE

Les Mariannes s'investissent dans la scolarisation des pygmées

Jean-René Meva'a Amougou
Source : ambassade de France au Cameroun

Cette association regroupant les femmes des services français au Cameroun a offert des fournitures scolaires à la communauté Bagola-Bagyeli de Lolodorf, le 16 février dernier.

La forêt du Sud-Cameroun a ouvert ses portes en fin de semaine dernière aux Mariannes. A Lolodorf, au Foyer Notre-Dame de la Forêt de Ngoyang (qui accueille prioritairement des enfants de la communauté pygmée Bagola-Bagyeli), cette association qui regroupe les femmes des services français au Cameroun a remis un don composé de fournitures scolaires, des mobiliers et des produits de première nécessité. Soutenue à la fois par S.E. Gilles Thibault (ambassadeur de France au Cameroun) et l'Institut de recherche et le développement (IRD), cette initiative dont le viatique est la lutte contre la déperdition scolaire, a été possible grâce à la Fondation pour l'environnement et le développement du Cameroun (Fedec). Cette action se justifie par plusieurs constats. Le premier : le revenu moyen annuel d'une famille pygmée est de 50 000 francs CFA. Les Pygmées sont si pauvres qu'ils n'arrivent pas à subvenir aux frais de scolarité de leurs enfants, même s'ils désirent les scolariser, ce qui indique une situation d'exclusion sociale de cette communauté, qui se transforme en exclusion scolaire. Le second : la modestie de la présence des enfants pygmées dans les rangs des effectifs



Les Mariannes chez les pygmées.

d'apprenants du primaire serait due en grande partie à leur faiblesse numérique. Le troisième : les conditions socioéconomiques des Pygmées influencent leur séjour à l'école et la durée de celui-ci : la reproduction des inégalités socioéconomiques s'affirme dans les conditions discriminantes et inégalitaires de la scolarisation des enfants. Fidèles aux orientations de leur action caritative dont le point d'honneur est la promotion de l'enfance au Cameroun, les Mariannes ont décidé d'apporter

de l'aide aux enfants pygmées afin d'inverser positivement les constats ci-dessus. Ce n'est pas leur première sortie. En 2016, elles étaient à l'orphelinat de la Fondation FACT à Essos (Yaoundé) pour une activité similaire. En 2017, elles se sont rendues dans 05 orphelinats (la fondation Fact à Essos, le Centre d'accueil des enfants en détresse (CAED), la Communauté catholique Les béatitudes du très saint cœur de Jésus à Mvog-Betsi, le Centre d'insertion socio-économique pour enfants en détresse à Nsimalen

(ONDPPCISEED), l'orphelinat Sainte famille d'Odza). Des cadeaux ont été distribués à près de 320 enfants issus de ces structures.

L'association Les Mariannes, créée en août 2013, a pour but de favoriser l'entraide entre les femmes de l'Ambassade de France, mais aussi de créer un cadre de rencontre et d'échange dynamique. A ce titre, cette association soutient et valorise les droits de la femme et de l'enfant au Cameroun. Corinne Eteki-Nkongo en est la présidente.

Jean-René Meva'a Amougou

Depuis octobre 2017, les autorités camerounaises disent avoir répertorié six groupes armés en activité dans les régions du Sud-ouest et du Nord-ouest.

Nous avons identifié les terroristes décidés à diviser l'Etat du Cameroun, en créant ce que je ne vais pas nommer ici ». Ainsi parlait, Joseph Beti Assomo, ministre délégué à la présidence de la République en charge de la Défense (Mindef), au terme d'une mission à Buea (région du Sud-ouest) le 12 octobre 2017. Pour qui s'applique à décrypter les mots de ce membre du gouvernement, ils indiquent qu'un travail exploratoire a été mené. Il a permis de repérer les « bataillons séparatistes » qui entrent en jeu dans la construction et la dynamique d'entretien de la crise anglophone. « On connaît maintenant assez bien le profil de la plupart de ces groupes ; nous disposons d'un maximum d'informations sur ces brigands et leur mode opératoire. Nos conclusions nous ont permis d'acquiescer la conviction que leur organisation est complexe mais bien coordonnée », souffle, ce 22 février 2018, une source rencontrée au secrétariat d'Etat à la Défense (SED) en charge de la gendarmerie.

Jean-René Meva'a Amougou

Tout comme le train 152, l'argent que le président a promis aux victimes ou à leurs familles n'est jamais arrivé à destination. L'heure est déjà aux inquiétudes.

Le visage suave, Maître Thomas Dissaké Kwa n'en finit pourtant pas d'être exaspéré. En plus de n'avoir pas de nouvelles de sa notaire d'épouse (Mme Dissaké Kwa née Dorette Enangue Njoh) disparue lors de l'accident ferroviaire survenu à Eséka (Nyong-et-Kelle) le 21 octobre 2016, l'avocat au barreau du Cameroun baigne dans un mélange de colère, de désespoir, de frustration. « J'ai écrit au président de la République qui a donné des instructions pour que lumière soit faite sur le sort de mon épouse. Il me semble que ceux qui sont chargés d'exécuter les directives présidentielles semblent détournés de celles-ci », confie-t-il. Plongé dans l'épaisseur tragique des souvenirs, le juriste éprouve le sentiment de se perdre dans la suite réservée au milliard de francs CFA promis par le chef de l'Etat depuis octobre de l'année dernière, en guise d'assistance complémentaire à verser aux familles des victimes de l'accident du train 152. Ce 22 février 2018, dans son bureau, sis Avenue Foch, au cœur de Yaoundé, il estime que « cet argent offre au regard un miroitement de lumières et d'ombres semblable aux reflets d'une eau dormante ». En clair, rien de

MILICES EN ACTIVITÉ DANS LES RÉGIONS ANGLOPHONES

Noms des groupes armés	Noms des leaders	Zones d'influence
Ambazonia Defense Forces (ADF)	Lucas Cho Ayaba	Mamfé et ses environs
Southern Cameroons Defence Forces (Socadef)	Ebenezer Akwanga	Mamfé et ses environs
Tigers of Ambazonia	Akem Ngenko	Bamenda et ses environs
Vipers	Njongwen Kume	Kumbo et ses environs
Ambazonia Restoration Army (ARA)	Ayamba Peter	Mamfé et ses environs
Ambaland Forces	Makia John	Bamenda et ses environs

Source : SED

Visages

Selon des relevés de terrain compilés par les services spéciaux de la gendarmerie, six groupes armés seraient en activité dans la partie anglophone du Cameroun. Il s'agit des « Tigers of Ambazonia », des « Vipers », de l'« Ambazonia Restoration Army (ARA) », des « Ambaland Forces », de l'« Ambazonia Defense Forces (ADF) » et de la « Southern Cameroons Defence Forces (Socadef) ». « S'ils évoluent tous sous la bannière de l'Ambazonie, ceux-là semblent s'être juré de se mettre d'accord sur leurs formules contre le calme et le vivre-ensemble dans les zones où ils ambitionnent d'augmenter la teneur mortifère

de la crise », établit un officier de gendarmerie.

A comprendre qu'entre ces « six cracheurs », il y a probablement des nuances idéologiques, mais pas de grosses différences opérationnelles. Des informations picorées sur le terrain par des services spécialisés allèguent que ces radicaux œuvreraient à une union. Ces derniers temps, ils travailleraient à gommer les petites différences pour fixer un cadre commun combinant poids lourds expérimentés et visages neufs dans la pratique de la guérilla.

A côté, il y a l'aile inscrite dans un dessein sécessionniste modéré, prônant le recours à la pression politique au travers de concessions progressives. Elle

Ping-pong

Maître Thomas Dissaké Kwa

LES INDEMNISATIONS DE CAMRAIL

Selon des informations parues dans la presse locale la semaine dernière, Camrail, et son assureur annoncent avoir déjà procédé au remboursement, à 100% de tous les préjudices matériels relatifs à l'accident ferroviaire qui s'est produit le 21 octobre 2016 à Eséka. L'entreprise ferroviaire, dont les responsables étaient encore devant la barre du tribunal d'Eséka le 14 février dernier, dans le cadre du procès ouvert autour de ce drame, revendique par ailleurs au 31 janvier 2018, un taux de remboursement de 98% en ce qui

dit avoir écrit à Magloire Séraphin Fouda et à Alamine Ousmane Mey, respectivement les 16 et 31 janvier 2018. La posture du secrétaire général des services du Premier ministre (président de la Commission interministérielle chargée d'encadrer la répartition de la dotation spéciale du chef de l'Etat) et celle du ministre des Finances (membre de ladite Commission) n'offre à ses yeux que des échappées en tous genres, avec en bonus, des bifurcations improbables. « Eu égard à cela, tranche Justin Ombé (un

est incarnée par le Scacuf (Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front). Pour cette branche, le dialogue pourrait servir de repoussoir à toute dérive incontrôlée de groupes utilisant la violence armée.

Réorganisation

Au plus haut sommet de l'Etat, on dispose donc de la matière pour quelques arbitrages majeurs. En décrétant, le 21 février dernier, la création d'une cinquième région militaire basée à Bamenda (Nord-ouest), Paul Biya, le chef des armées camerounaises, juge d'une stratégie, d'une action sur le long terme. Pour tenter d'expliquer cet ajustement et en souligner les enjeux, un colonel de gendarmerie estime que, statistiquement, les groupes dits radicaux sont plus nombreux et causent plus de dégâts dans cette région. A mi-voix, le même haut-gradé dit que cet ajustement dans la chaîne de commandement renvoie à l'actualité immédiate, notamment les élections sénatoriales prévues le 25 mars prochain. « Cette échéance politique et le tempo actuel de la crise peuvent précipiter des événements nouveaux... Il ne faudra pas les courir après. Le président a donc anticipé », murmure-t-il.

ACCIDENT FERROVIAIRE D'ESEKA

Le milliard introuvable de Paul Biya

autre proche d'une victime de l'accident) la figure de l'idiot n'est même plus interrogée, elle est purement et simplement confondue avec celle de l'imbécile faite d'informations fiables sur le dossier ». De son point de vue, les familles des victimes de l'accident du train d'Eséka sont encore témoins de « quelque chose de trop fort, d'une logique implacable qui échappe à toute raison ». Conséquence : à ce jour, aucune des personnes listées n'a perçu le moindre sous. Selon des informations obtenues auprès des services du Premier ministre, une liste de noms des bénéficiaires du « milliard présidentiel » est prête depuis le 23 octobre 2017. Le document a été transmis à Alamine Ousmane Mey pour « paiement en urgence ». Au Minfi, rien d'officiel ne filtre ; laissant libre cours à des indiscretions. Sans assumer leurs dires, certains fonctionnaires de cette institution publique disent que « le dossier est encore piloté à partir du Premier ministre ». En bons petits vampires, certains se frottent déjà les mains dans l'attente de voir le milliard tomber à leur niveau. Là-bas, appren-on, d'ores et déjà, des réseaux occultes mélangeant gros intérêts privés et petites corruptions individuelles sont constitués.

LE CHIFFRE

06

D'ici mi-mars 2018, ce chiffre représentera le nombre d'avions de la Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co). La compagnie aérienne nationale devrait, a annoncé le ministère des Transports (Mintransports), réceptionner l'un des deux aéronefs de marque Dash 8-400 (Q-400) commandés auprès de la firme canadienne Bombardier. Au Mintransports, on précise que cet appareil, destiné aux vols domestiques, a une capacité de 70 sièges, modulables à 78 places pour un coût de 25 millions de dollars, selon le prix catalogué.

La compagnie aérienne camerounaise compte jusqu'ici cinq appareils dans sa flotte : un Boeing 767-300 ER, deux Boeing 737-700 et deux MA60 de fabrication chinoise. Cette entreprise applique actuellement un plan de redressement proposé par le cabinet américain Boeing Consulting, après avoir reçu une subvention gouvernementale de 30 milliards FCFA représentant la première tranche du financement du plan de redressement.

L'HOMME

JOSHUA OSIH



C'est une figure plus jeune qui conduira le Social Democratic Front (SDF) à la prochaine élection présidentielle. Joshua Osih, 50 ans, a été désigné candidat de ce parti politique, leader de l'opposition parlementaire, à l'élection présidentielle

de 2018. Election théoriquement prévue entre septembre et octobre de cette année. Le député du Wouri est en effet sorti vainqueur de la primaire du SDF avec 1021 voix (88,39%) contre 134 voix (11,60%) pour son adversaire, le député Forbi Chinda, 71 ans, architecte de profession. L'avocat Mbah Ndam, lui aussi député, s'est retiré à la dernière minute sans pour autant donner de consigne de vote. Ces primaires se sont déroulées sans John Fru Ndi, 76 ans. La figure de proue du parti, qui jusqu'ici représentait le SDF à toutes les scrutins présidentiels depuis 1992, a choisi de ne pas faire acte de candidature. Il garde néanmoins la présidence du parti. Joshua Osih conserve la première vice-présidence. Originaire du N'dian dans le Sud-ouest, Joshua Osih a fait l'essentiel de sa carrière dans l'aviation en parallèle avec ses activités politiques.

L'AGENDA

1^{ER} MARS 2018

Déroulement des élections des délégués du personnel. Sont concernés, les établissements publics ou privés, religieux ou laïcs, militaires ou civils disposant d'au moins vingt employés relevant du Code du travail.

02 MARS 2018

Ouverture de la première session ordinaire du Parlement pour le compte de l'année 2018.

06 MARS 2018

Palais des Congrès de Yaoundé à 11 heures, réception, à la demande du président de la République, du serment de membres du Conseil constitutionnel nommés par décret présidentiel le 07 février 2018.

07 MARS 2018

Hilton Hotel de Yaoundé à 10 heures, conférence sur le thème « Comme Elle, devenez leader ». La rencontre est organisée par le cabinet OBIV Solutions en partenariat avec le Minproff, le Bureau international du Travail (BIT) et le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam).

Intégration

SUPPLEMENT AFRIQUE CENTRALE/ MAIN COURANTE

CIRCULATION

La CEEAC expérimente le poste de contrôle frontalier unique

Dans le cadre de l'harmonisation des règles et procédures de circulations préférentielles dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), le Cameroun et le Congo ont réceptionné, en mi-janvier 2018, le premier poste de contrôle frontalier unique (PCFU) de la sous-région. Financés à près de 5 milliards de francs CFA par la Banque africaine de développement (BAD), les travaux de construction du PCFU sont réalisés par l'entreprise Sinohydro Tianjin et le contrôle est assuré par la société Cirra Ingenieurs Conseils.

Localisé sur le tronçon Ketta-Djoug (précisément à Ntam), ce poste permettra d'éradiquer les amoncellements de barrières que connaissent les corridors intra régionaux en général et celui liant le Cameroun au Congo en particulier. Pour cela, il faudra relever le défi de l'harmonisation des institutions juridiques, des pro-

cédures de dédouanement et même l'instauration des mécanismes de pré-dédouanement.

C'est une évidence, les difficultés de transports constituent des entorses de premier plan aux échanges de la sous-région. La dématérialisation en cours servira à la facilitation des échanges commerciaux par la fluidité du transport sur l'axe Brazzaville-Yaoundé. Ceci dans un contexte d'intensification quasi-obligatoire des échanges dans la région en vue de la diversification économique ; dans une dynamique continentale de préparation de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange continental possiblement le 21 mars 2018.

La vocation du PCFU est de simplifier les formalités de contrôle et de réduire les délais d'attente aux frontières pour les marchandises et les personnes entre le Congo et le Cameroun. Il est aussi question de favoriser la prévention des pratiques illi-

ces (par exemple la contrebande ou le commerce informel). Le PCFU est appelé à renforcer aussi l'efficacité des services douaniers et des autres agences gouvernementales en évitant les doublons inutiles au niveau des formalités, en favorisant la coopération, le partage des informations et des données commerciales tout en permettant une meilleure utilisation des ressources.

La multiplication des PCFU dans la région revêt également un enjeu commercial considérable pour le Tchad, la RCA, le Rwanda et le Burundi qui sont des pays enclavés sans accès maritime. Ils sont parfois contraints de supporter des coûts de transit élevés pour exporter leurs productions. Lesquelles doivent d'abord être acheminées par route vers des ports situés dans des pays disposant d'une frontière maritime pour pouvoir être expédiées ensuite ailleurs.

Zacharie Roger Mbarga

INDICATEURS

Le Crowdfunding se cherche en Afrique centrale

Phénomène en pleine expansion dans le monde, le crowdfunding (financement participatif) constitue une opportunité intéressante pour le financement des projets et des entreprises de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Mais cet instrument reste assez mal connu et connaît actuellement moins de rayonnement dans la Cema que dans d'autres zones d'Afrique (notamment l'Afrique de l'Est). L'analyse de l'activité d'une des plateformes majeures de financement des projets en Afrique, Kiva, montre que sur les 348 162 prêts recensés en date de septembre 2017, le Cameroun est le seul pays représenté de la sous-région avec 4 421 projets financés pour un total de 1,1 milliard de francs CFA, soit 0,74% du montant total levé sur le continent. Cette performance

est 8 fois inférieure à celle du Sénégal sur la même plateforme à la même date et 30 fois inférieure à celle du Kenya.

Malgré ces contreperformances, l'exemple de ces projets financés via crowdfunding peut susciter de l'optimisme quant à la pertinence de ce mode de financement alternatif. En effet, il s'agit généralement d'entreprises et de projets ne remplissant pas les conditions minimales d'éligibilité à un crédit bancaire ou une introduction en bourse. En d'autres termes, le crowdfunding est adapté pour le financement de la quasi-totalité des micros, petites et moyennes entreprises constituant l'essentiel du tissu productif de la Cema.

En outre, bien que plus de 99% des projets financés via crowdfunding dans la Cema le soient sur des plate-

formes étrangères, on relève la création de deux sites internet de financement participatif dans la communauté: «G-Starters» au Gabon et «GuanxiInvest» au Cameroun. Ce qui illustre un intérêt croissant pour le crowdfunding dans la sous-région. A titre d'exemple : entre juin et septembre 2017, le taux de croissance annualisé des montants levés par le Cameroun sur le site Kiva s'élève à 42,8%. A ce rythme, le total des fonds levés par le Cameroun sur cette plateforme pourrait ainsi être multiplié par un facteur égal à 17 en 2025. Les estimations tablent sur un total de fonds levés sur le site Kiva au niveau de la Cema de 12,2 milliards de francs CFA à l'horizon 2020.

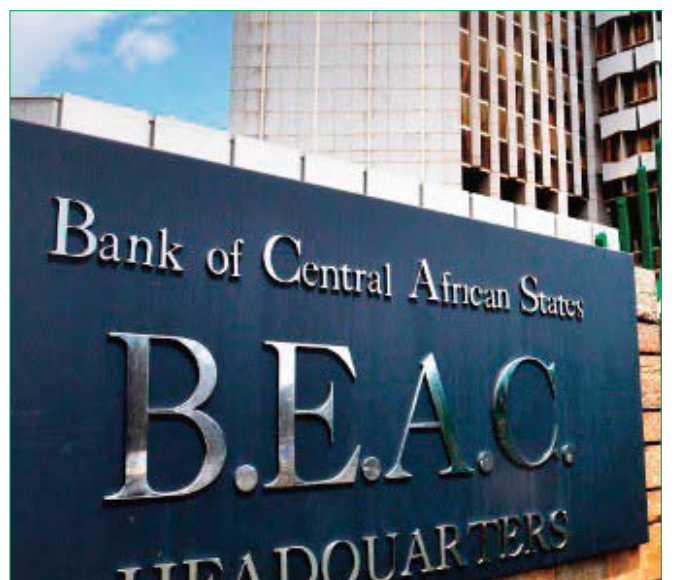
ZRM

MARCHÉS

Un groupe marocain pour gérer les fonds de retraite à la Beac

La société marocaine de gestion d'actifs Wafa Gestion, filiale d'Attijariwafa Bank (66% d'actions), sera en charge du placement des fonds de la Caisse de retraite (CRBC) de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac). Wafa Gestion, se présente comme le « leader de la gestion d'actifs au Maroc » avec, au 31 décembre 2016, 101,89 milliards de dirhams d'encours sous gestion (27,11% de part de marché). Ces placements en actifs financiers, libellés en francs CFA, seront capitalisés dans les zones d'émissions monétaires et financières de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. C'est-à-dire dans la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cema) et dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemo).

Soit 14 pays et deux places financières. Le plan de retraite de la Beac est financé par ses contributions propres ainsi que celles de son personnel, sur la base de pourcentages spécifiques liés au régime à cotisations définies, indique un communiqué de l'Institut d'émission.



sion.

Lorsque la Beac lance, le 18 avril 2017, l'appel d'offres de recrutement d'une société pour placer ses fonds de retraite sur les marchés financiers, dans la Cema et l'Uemo, elle indique que cette caisse a été mise en place pour garantir un régime de retraite complémentaire à son personnel retraité ainsi qu'aux ayants droit des familles.

Créée en janvier 1999, la CRBC fait partie intégrante de la Banque centrale. Cependant, elle jouit d'une autonomie de gestion. Ses ressources sont confiées, contre rémunération, sur la base de mandats, à des institutions spécialisées dans la gestion de portefeuilles d'actifs financiers. Une mission désormais confiée à Wafa Gestion.

ZRM

THERMOMÈTRE

Une tournée présidentielle pour la sécurité en Afrique centrale



Le président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), le Gabonais Ali Bongo Ondimba, est en tournée régionale depuis le 13 février dernier. L'odyssée du président Gabonais l'a successivement conduit auprès de ses homologues du Rwanda, de l'Angola, du Congo, de la République Démocratique du Congo (RDC) et de la Guinée Equatoriale. A la veille d'un sommet crucial de la CEEAC sur la paix et la sécurité, le président Ali Bongo tente de convaincre ses pairs sur la nécessité de l'implémentation d'actions fortes dont

la première se veut la participation effective. Les 5 et 6 mars prochain, Libreville accueille en effet un sommet des chefs d'Etats du Conseil de paix et de sécurité (Copax) de la CEEAC.

Lors de cette session du Copax qui sera précédée les 3 et 4 mars du Conseil des ministres, les Chefs d'Etats devront se pencher sur les problématiques politiques et sécuritaires qui entravent la quiétude sociale dans la sous-région. Tous les pays de cette zone connaissent des crises, des conflits ou des troubles dormant. De la crise centrafricaine aux troubles du Congo-Kinshasa

en passant le coup d'Etat manqué à Malabo, les tensions dans la partie anglophone du Cameroun ou dans le pool du Congo, l'Afrique centrale connaît une certaine instabilité.

A cette situation s'ajoute l'environnement économique. Marquée par des ajustements économiques et financiers, cet espace continue de subir la dépréciation des cours des matières premières sur le marché international. La diversification économique et l'intensification des échanges intra-régionaux demeurent des solutions structurelles à cette addiction d'extraversion économique accompagnée d'une étroitesse de la structure de production. Et même si les sujets économiques ont jalonné les échanges entre Ali Bongo et ses hôtes, il est utile que les solutions aux crises régionales s'accompagnent d'une approche intégrée. Laquelle prendra en compte l'inclusion sociale et spatiale dans la gestion des sociétés de même que les questions de migrations.

ZRM

L'Afrique centrale et l'Afrique tout entière s'étaient lancées dans des processions de joie quand, au cours du dernier trimestre de l'année dernière, Malabo avait annoncé son adhésion au principe de la libre-circulation des personnes et des biens. Dans un concert d'éloges arborescent, on s'était alors félicité de ce que tout soit enfin mis en place pour parachever l'idéal communautaire dans une sous-région en proie aux balbutiements sécuritaires et économiques. Une jolie ligne d'horizon allait se dessiner tant, sur le papier, la musique était belle. Maintenant, il faut la jouer. Il faut surtout la jouer avec les voisins, après concertation avec eux. Quand arrive le moment, l'un des musiciens se souvient qu'il n'a pas arrangé ses instruments qui ne marchent pas bien et ceux qui marchent mal. A l'entrée de l'une des salles de concert, on signale pêle-mêle, des arrestations injustifiées, des expulsions, des bastonnades et des basses filouteries. Et blocus. Au finish le pactole que devaient se partager les musiciens est gelé. L'image sert à comprendre la position actuelle de la Guinée Equatoriale par rapport à la libre circulation. A sa frontière avec le Cameroun, le pays multiplie, au nom de la sécurité, des gestes d'incivilité, sur un mode aléatoire parfois. Un détour sur le terrain vous est raconté dans le présent zoom.

Jean-René Meva'a Amougou
de retour de Kye-Ossi

Selon des témoignages, la sécurité tous azimuts charrie de nouveau la xénophobie, reléguant les bonnes intentions d'hier aux oubliettes.



Traversée de la frontière Cameroun-Guinée Equatoriale, après l'adhésion de Malabo au principe de la libre circulation.

Timothée Dooh Elamé est rentré, de fraîche date, de Guinée Equatoriale. A 26 ans, ce Camerounais déballe difficilement son carnet de route ici à Kyé Ossi (Cameroun). «Il est épais et les choses qui y sont consignées sont bouleversantes», confesse-t-il d'un ton pathétique. Dans le vrac, le jeune homme pioche quelques faits avant de conclure : «Désabusés, cela ne nous étonne plus. Chaque jour là-bas, on attend juste effarés et maris la volte-face suivante ou le renoncement suivant». A la question de savoir de quel thème découle ce propos, Timothée Dooh Elamé qui revendique 03 mois à Mongomo (ville natale du président T. Obiang Nguema Mbasogo), répond sans hésiter : «Je parle de la libre circulation». Dans ce phrasé obtenu de justesse, toutes les confusions sont au rendez-vous. Heureusement, notre interlocuteur s'en aperçoit. «Libre circulation des biens et des personnes, c'est ça !», recadre-t-il.

Discours

Les développements fendent l'âme. Selon lui, la tragédie commence dès le poste frontière, côté équato-guinéen. Là, un discours développant une ligne de danger est entré en vigueur et s'est érigé en vérité absolue. «La libre circulation n'est pas la circulation libre», répète le Camerounais, rapportant au mot près, ce que disent souvent en boucle les agents. La boutade, défend Timothée Dooh Elamé, montre comment la Guinée Equatoriale torture, à sa guise, ce principe pourtant accepté par ses autorités vers la fin d'année 2017. «Tout étranger est forcé de mémoriser cette théorie enfantée par la formule «Equato primero» (Equato d'abord), destinée à donner la priorité aux travailleurs nationaux. La marge de manœuvre de l'étranger est très réduite», persiste le jeune Camerounais. Selon des indiscretions, le poste

frontalier équato-guinéen sert d'entrée dans cette ingénierie morale. Cela tient à une raison : l'insécurité et son assimilation à un complot contre le pouvoir en place sont plus anciennes. Aussi, parler de libre circulation des biens et des personnes est quasiment inopérant dans cette entité. Certains pensent qu'ici, on évite de prendre la mesure de l'ampleur du sujet. Conséquence : les enjeux sont profondément sectorisés. Les acteurs en charge des questions de police et de passage à la frontière mettent l'accent uniquement ou presque sur le franchissement irrégulier. Aux dires de quelques usagers rencontrés à Kyé Ossi, discuter des entrées régulières et du dépassement des dates de validité du visa semble trop complexe pour les agents équato-guinéens en service à la frontière.

D'aucuns signalent que, plus que par le passé, ces derniers hurlent des imprécations xénophobes que l'on pensait refoulées dans les égouts. A ce sujet, un ancien «passeur» expose qu'à l'intérieur du pays, une nouvelle panoplie de mesures destinées à créer un «environnement hostile» aux étrangers (notamment des sanctions contre les propriétaires qui les logent et les patrons qui les emploient) sera mise en œuvre contre les citoyens qui s'y maintiendraient irrégulièrement. Sur la foi de quelques anecdotes, l'on apprend que ces dernières semaines ont été sans cesse scandées par de nombreuses expulsions.

Pris au piège

Et depuis que l'«Operacion Seguridad» est en marche, les bonnes intentions volent en éclats avec de nouvelles mesures qui mettent à mal les «Equato» eux-mêmes et, par extension, leurs deux «cousins» gabonais et camerounais.

Le «Marché Mondial» à Abang-Minko'o qui, il y a peu, revendiquait une ambiance toute à la sérénité et à la joie de vivre fonctionne presque au ralenti. «C'était l'épicentre le plus réjouissant de la sous-région avec les ressortissants du Cameroun, du Gabon et de la Guinée Equatoriale qui s'y retrouvaient tous les samedis». Aujourd'hui, son décor montre que l'«Operacion Seguridad» ne l'a pas aidé à consolider son image de vrai tableau commercial d'Afrique centrale. Tant la muraille restrictive côté équato-guinéen met au supplice clients et vendeurs de trois pays. Aujourd'hui les articles venus de Guinée Equatoriale ne peuvent qu'emprunter des pistes tortueuses. A l'inverse, pas facile pour les commerçants camerounais et gabonais de faire des affaires. Même les riverains qui, jadis, payaient juste 2 000 francs CFA et présentaient une pièce d'identité valide (parce qu'ils étaient formellement connus), ne peuvent plus «traverser». Sa Majesté Luc Bessomo, chef de 3ème degré de «Kyé Ossi 2000», trouve que l'«Operacion Seguridad» est davantage venu écorner les apapages des autochtones des deux côtés. «Elle a mis la libre circulation aux calendes équato-guinéennes», ironise le dignitaire traditionnel.

Mauvais concert

Au rythme où s'affichent les désagrèments, on peut rester songeur en voyant ce qu'est devenu le rêve de la libre circulation des personnes ou celui, tout autant noble, d'une entrée sans tracasserie en Guinée Equatoriale. Par un excès de formalisme à la frontière, ce rêve suffoque dans la tête des autres citoyens de la Cemas. Leurs avis sont encore plus profonds, remplis de traits noirs épais et de spirales de mots dont la signifi-

cation débouche sur une juxtaposition d'une chose et son contraire. La mésaventure d'un Centrafricain, expulsé d'Ebebiyin dans la nuit du 31 décembre 2017 au 1er janvier 2018, dégage à cet effet un monstrueux détail. «Un million et demi, toutes mes économies réalisées en Guinée, on me les a retirées à la frontière», avance-t-il mollement. Cet homme qui confesse une quarantaine d'années de vie (dont 3 passées successivement à Malabo et Ebebiyin), évoque le fait que «certains équato veulent que les étrangers restent en Guinée Equatoriale, d'autres non». Dans ce concert dissonant, les «citoyens non équato» peuvent entendre dix orchestres à la fois. «On vous dit que les papiers seuls ne suffisent pas ici, là-bas on vous brandit autre chose. On vous dit que vous pouvez circuler librement si vous avez un conjoint équato ici, là-bas, on vous dit que cela ne suffit pas. On vous dit ici que seuls les contrôles de l'armée sont valables ici, là-bas on vous dit que tout équato peut effectuer le contrôle», récite un Gabonais.

Dès lors, il se tisse alors des voisinages insolites, des constellations, prétendument mises au service de la sécurité. «Parfois, à Ebebiyin, les étrangers sont chargés de traquer les étrangers...», signale un Congolais. Bien que située dans les marges de l'esprit communautaire, la réalité qu'il décrit est animée par une «générosité». «On donne souvent 10 à 20 mille francs pour trois étrangers livrés à la police ou à l'armée», dévoile un autre Congolais, signalant que les motifs des interpellations sont travaillés diversement, selon qu'on «livre» des non équato résidant clandestinement ou non à Malabo, à Bata ou dans d'autres villes. Pour ce qui est de la capitale économique, quelques témoins étalent un dispositif zonal à action spéciale : «empêcher que les étrangers sortent avec de l'argent».

Jean-René Meva'a Amougou
de retour de Kyé-Ossi

La fermeture de la frontière et la crise économique dans la sous-région induisent une disette de liquidités dans au moins trois villes frontalières à la Guinée Equatoriale.



Le quartier Kyé Ossi 2000, les fêtes deviennent rares, faute d'argent!

À partir de Kyé Ossi au Cameroun, le visiteur promène son visage sur un bout de la Guinée Equatoriale, à Ebebiyin. Les buildings parés de faux marbre ne respirent plus l'opulence générée par la manne pétrolière avec laquelle ce pays s'est extasié pendant près d'une décennie. Désormais, les lampadaires qui les éclairaient toute la journée, ne fonctionnent plus qu'à partir de 20 heures. D'autres sont tombés et n'ont pas été remplacés. Parodiant un humoriste local, quelqu'un, ici à Kyé Ossi, estime que « le pétrole ne coule plus avec l'argent comme avant ». Selon un courant ancré dans la ville, la Guinée Equatoriale avait beaucoup d'argent, et cela se voyait et se ressentait à partir d'ici jusqu'au Gabon. «Tous les trois cousins nageaient dans le pétrole», blague Blaise Eman Assoumou, le premier adjoint au maire de Kyé Ossi. Aujourd'hui, la quasi-totalité des personnes que nous rencontrons, puissants hommes et femmes d'affaires compris, confessent se contenter régulièrement d'un repas par jour. A la gare routière, les «tournées alcooliques» régulièrement organisées par des jeunes sont devenues rares. Cha-

cun se débrouille avec ce qu'il a pu obtenir dans les boutiques aux rayons clairsemés ou au marché noir, à un prix élevé. Conséquence : le spectacle de Kyé Ossi qui se couche à la tombée de la nuit est redevenu familial. Il y a quelques années, les rues frémissaient d'argent et l'on avait appris à voir cette ville frontalière comme un phare dans la sous-région.

Blocus

Ce 11 février 2018, jour de la fête de la jeunesse au Cameroun, l'incompréhension le dispute à l'incrédulité. Les commerçants, les paysans, les passeurs, les gendarmes, les douaniers, les agents des firmes de transferts d'argent et les transporteurs qui tentent de promener leur regard à la fois au Gabon, au Cameroun et en Guinée Equatoriale, n'ont plus qu'un sujet à la bouche : l'argent manque. Dans cette ambiance, des personnes venues de Bitam ou de Libreville (Gabon) disent que dans les marchés de ces villes-là, vendeurs et clients broient du noir. «L'argent ne circule pas assez

depuis qu'on nous dit que le pétrole ne se vend pas», débite Marcien Ogouma. Venu à Kyé Ossi dans l'espoir d'y acheter quelques liquides, ce commerçant basé dans la capitale gabonaise se désole de ce qu'ici aussi, les affaires ne se portent pas bien. Il dit s'être rendu compte que, dans les circuits d'approvisionnement, rareté des marchandises et manque d'argent se donnent la main dans un contexte où l'«Operacion Seguridad» n'en finit pas de souffler sur les braises de la crise économique. Lancée par les autorités équato-guinéennes, au lendemain de la tentative de putsch survenue en fin d'année dernière, cette opération « sécurité tous azimuts » a débouché sur la fermeture unilatérale de la frontière avec le Cameroun.

Catastrophe

A un ancien fonctionnaire de l'administration fiscale camerounaise, cela évoque une image : «Dopé à la rente pétrolière, la Guinée Equatoriale est montée sur le ring pour distribuer les uppercuts à ses voisins. Maintenant, le pétrole se vend mal. D'un seul coup, elle craint que le peu d'argent dont elle peut disposer ne sorte». Là se trouve probablement l'une des grilles de lecture de la fermeture de la frontière. En voyage d'études dans la ville, Ali Yaméo, élève ingénieur statisticien-économiste à l'Institut sous régional de statistique et d'économie appliquée (Issea) de Yaoundé, estime que du fait du blocus à la frontière avec le Cameroun, «la

Guinée Equatoriale se trouve dans une dramatique situation bancaire». L'explication qu'en donne le jeune Tchadien montre que ce pays veut les avantages d'une participation à la Cemac sans en subir les inconvénients. «C'est le type de pays qui, par ses actes, n'est

« Dopé à la rente pétrolière, la Guinée Equatoriale est montée sur le ring pour distribuer les uppercuts à ses voisins. Maintenant, le pétrole se vend mal. D'un seul coup, elle craint que le peu d'argent dont elle peut disposer ne sorte »

plus tout à fait dans l'ensemble sans en être encore sorti ; l'urgence de se libérer des affres de la disette s'estompe devant l'orgueil déguisé en sécurité ; de leur côté, ils doivent imaginer des bricolages pour se nourrir», dit-il. Autrement dit, ajoute Gladys Ngobo Belle (sa camarade), ici au niveau de la frontière, l'argent ne circule pas parce que «Malabo a verrouillé les portes du commerce avec ses voisins». De fait, les échanges entre ces parties ont chuté. A en croire Tobie Amougou Mbarga, le chef de secteur des douanes de Kyé Ossi, cette chute n'est pas inscrite dans l'amorce, mais dans l'incapacité du «voisin» à corriger les conséquences néfastes de ses choix. Or, il y a quelque temps, tous les espoirs de fructification des capitaux des «trois cousins» étaient aiguillonnés par le trafic avec la Guinée Equatoriale. La situation

n'est pas allée d'un coup. L'analyse qu'en font les pensionnaires de l'Issea, est formelle: depuis au moins deux ans, au pays d'Obiang Nguema Mbasogo, la croissance ne cesse de s'anémier. S'appuyant sur une note du FMI (Fonds monétaire international), en 2015, le PIB (produit intérieur brut) de la Guinée Equatoriale a reculé de -7,4% et de -9,9% en 2016. Et avec la fermeture de la frontière, les indicateurs macroéconomiques de ce pays n'augmentent pas, de leur point de vue, de brillantes perspectives d'ici l'an prochain.

Tout pour faire valoir la «théorie des catastrophes». « Selon cette théorie, dit Gladys Ngobo Belle, les catastrophes apparaissent de manière progressive, quand, dans un système donné, se manifeste une petite perturbation qui ne rencontre aucune capacité de régulation, une toute petite perturbation qui n'appelaient qu'une toute petite correction. En l'absence de capacité et de volonté d'agir, la première perturbation en rencontre une autre, tout aussi petite, qui ne trouve non plus de réponse. Et les petites perturbations s'accumulent, jusqu'à ce que le système perde la capacité de réguler. C'est généralement le cas pour les économies frontalières comme celle d'ici ».

Cercle vicieux

L'avalanche de mesures restrictives, la colère des populations éreintées dans la crise et pour finir, le souci de Malabo de renflouer les caisses sont en train d'entretenir la donne. A ce sujet, des sources soulignent l'élan politique des autorités équato-gui-

«Ce qui se passe dévoile que l'argent va davantage se faire rare dans cette zone, eu égard à un probable tassement des indices. Puisque le climat des affaires s'annonce plus défavorable que ces jours-ci»

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

Yaoundé International
TRANSPORTS & LOGISTICS
EXHIBITION



SALON INTERNATIONAL DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE DU CAMEROUN

Le rôle des transports dans la marche vers l'émergence et son impact dans le processus de l'intégration sous-régionale

La vitrine Internationale des professionnels des transports et de la chaîne logistique



FORUM
SUR LES
INFRASTRUCTURES
DES TRANSPORTS



FORUM CEMAC
Libre circulation des personnes et des biens



ATELIER PREVENTION ROUTIERE



JOURNEE MARITIME



JOURNEE AERIEENNE



TRIBUNNE DE RECOMPENSE AUX MEILLEURS TRANSPORTEURS



CONFERENCE LOGISTIQUE & AVAL PETROLIER

SITRALC

**DU 17 AU 21 AVRIL 2018
PALAIS POLYVALENT
DES SPORTS DE YAOUNDE**



CONFERENCE TIC & TRANSPORTS

POUR UNE PARTICIPATION TAILLÉE SUR MESURE, CONTACTEZ-NOUS MAINTENANT :

Tél. : +237 242 843 671 / 675 555 519 / 699 007 151
www.sitralc-exhibition.com



**Siège Social : Immeuble Tchuis-Square,
Château Ngoa Ekelle à côté de l'INJS
BP : 20703 Yaoundé**

Africa Business Club
We believe in Africa

Tél. : +237 242 843 671/675 555 519
Email : sitralcEXPO@gmail.com
www.sitralc-exhibition.com

FIAC 2018

FOIRE INTERNATIONALE DES AFFAIRES ET DU COMMERCE DE DOUALA
INTERNATIONAL BUSINESS AND TRADE FAIR OF DOUALA

PLUS DE 500 ENTREPRISES VOUS Y ATTENDENT DÉJÀ !

**Des animations
commerciales diverses**

**50 artisans
du Grand-Nord**

**Le Made In Cameroon
à l'honneur** 

**Un Grand café
de 600 places assises**

**50 commerçants
parmi les meilleurs
du marché Mboppi**

**Des débats fédérateurs pour
stimuler les techniques de vente**

CONTACTEZ-NOUS: 222 214 415 / 675 293 591 / 699 93 95 88

Email : info@interprogress.org _ website : www.fiacdouala.org

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT

Vivez la 5^{ème} édition du Salon international de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de Yaoundé

INNOVATION

Forum National de l'industrie

*Le Ministère des Mines, de L'Industrie
et du développement technologique
vous convie au premier Forum
National de l'Industrie.*

**SOUSCRIPTIONS
EN COURS**

Concernés

- LES AGRICULTEURS
- LES PORTEURS DE PROJETS
- LES INSTITUTS DE RECHERCHE
- LES FABRICANTS D'EMBALLAGE
- LES OPERATEURS DE FINANCEMENTS
- LES EQUIPEMENTIERS DU SECTEUR INDUSTRIEL
- LES INDUSTRIELS DU SECTEUR DE L'AGRO-INDUSTRIE
- LES OPERATEURS EN RECHERCHE DE PROCESS DE PRODUCTION
- LES OPERATEURS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
- LES OPERATEURS EN RECHERCHE DE FINANCEMENTS

(237) 242 02 64 87
696 03 57 25
677 69 19 25



Salon International de l'Industrie Agroalimentaire de Yaoundé
Yaoundé International Agribusiness Exhibition

5^{ème} Edition

L'unique et le plus grand rendez-vous sous régional de l'Agroalimentaire

Du 23 au 29 Avril 2018

Esplanade du Palais des Congrès

www.sialy.net
info@sialy.net

Source: Minepat

Les deux parties s'accordent sur des gages d'efficacité pour le développement du Cameroun. C'était à Douala, au siège du Gicam les 20 et 21 février 2018.

Les mardi 20 et mercredi 21 février 2018, Louis Paul Motaze, ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat), a présidé les travaux de la rentrée économique son administration qui cette année a été organisée sous la forme d'une rencontre avec les organisations du secteur privé. Placée sous le thème « Diversification de l'économie et transformation locale des produits », cette rencontre s'inscrivait dans la lignée d'une série engagée en 2010 et orientée d'une manière générale sur le renforcement du dialogue public/privé sur les orientations de la politique économique du pays.

Cette année, l'accent a ainsi été mis sur la promotion du secteur privé comme levier de la diversification de l'économie et la levée des contraintes à l'investissement. Aussi, les principaux sujets abordés ont porté sur :

- La situation et les enjeux économiques actuels ;
- Les guichets de financement des Partenaires Techniques Internationaux (PTF) ;
- Le programme économique et financier 2017-2020 ;
- La promotion des champions nationaux ;
- Les résultats préliminaires du 2nd Recensement Général des Entreprises (RGE2) ;
- Les résultats préliminaires de l'enquête sur le climat des affaires réalisée par le MINEPAT ;
- Les opportunités d'exportation vers l'Union Européenne ;
- Les projets porteurs du GICAM.

SITUATION ET LES ENJEUX ÉCONOMIQUES ACTUELS

Ils ont été respectivement abordés par Célestin Tawamba, Président du Gicam dans ses propos de bienvenu prononcés au nom de la Plateforme des organisations du secteur privé et par le Minepat dans son discours d'ouverture.

Les propos des deux orateurs ont convergé sur le constat des résultats économiques en berne enregistrés par le Cameroun au cours des deux dernières années. Face au double choc constitué par la chute des cours des matières premières dont le pétrole et la crise sécuritaire à laquelle le pays fait face dans la partie septentrionale, les résultats économiques ont été en retrait par rapport à ceux des années précédentes.

Le Cameroun ayant mieux résisté que les autres pays de la sous-région, il convient désormais de consolider les facteurs de cette résilience parmi lesquels figure en première place la diversification horizontale et verticale de ses filières de production.

Pour le Président de la Plateforme des organisations du secteur privé, cela passe par un dialogue public/privé plus fertile par lequel une plus grande attention devra être accordée aux préoccupations des entreprises. Saluant les bonnes dispositions du Ministre de l'Économie en la matière, les représentants du secteur privé l'ont invité à devenir leur porte parole et relais auprès du Gouvernement.



Photo de famille entre le patronat et le ministre de l'Économie.

C'est dans le cadre de partenariat renoué que les secteurs public et privé devront, dans une approche de coresponsabilité définir et implémenter les réformes structurelles indispensables pour donner un nouveau souffle à l'économie nationale et la remettre sur le sentier tracé pour son émergence. Les pistes de réformes portent notamment sur l'amélioration du climat des affaires, le développement des opportunités de financement, la promotion des champions nationaux, la révision du Code des marchés publics, la réforme de la fonction publique, la promotion des secteurs clés comme l'agriculture, le tourisme et les TIC.

GUICHETS DE FINANCEMENT DES PTF

Les opportunités de financement mis en place les Partenaires Techniques Internationaux ont été présentées :

- L'International Finance Corporation (IFC) ;
- La Banque Européenne d'Investissement (BEI) ;
- La Banque Islamique de Développement (BID) ;
- Proparco.

Ces institutions offrent des appuis financiers directs à travers des lignes de financements mobilisées auprès des établissements financiers, des appuis techniques et institutionnels au bénéfice des entreprises. L'accessibilité demeure cependant assujettie à des conditionnalités dont le seuil d'investissement, le secteur d'activité et surtout la qualité du projet présenté.

Les échanges avec les chefs d'entreprises ont mis en évidence quelques contraintes à lever pour améliorer le recours et l'accès des entrepreneurs à ces opportunités. Il a ainsi été évoqué les questions relatives à la visibilité de ces offres

de financement, à la prise en charge des coûts des études qui peuvent atteindre 10% du coût total du projet ; le coût du crédit qui n'est pas forcément plus faible lorsqu'un PTF intervient ; le recours qui reste quasi obligatoire aux banques pour bénéficier de ces opportunités ; etc.

La question du financement ne pouvant être efficacement traitée que dans une approche plus large, les participants se sont appesantis sur le cadre général de l'offre et de la demande de financement au Cameroun. Sont ainsi apparues comme nécessaires des évolutions dans la prévisibilité des politiques publiques, la gestion des délais de paiement et notamment ceux de l'État, la régulation de certains secteurs d'activité, le contrôle de change, le remboursement des crédits de TVA, l'éducation financière et la culture de remboursement des crédits, l'accessibilité et la sécurisation des droits fonciers, la structuration des entreprises et des groupes familiaux, l'adaptabilité des procédures des PTF au contexte.

PROGRAMME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 2017-2020

Monsieur Isaac TAMBA, Directeur Général de l'Économie et de la Programmation des Investissements Publics a présenté le contexte économique qui a conduit à la signature de ce Programme, ses singularités et particularités, ses objectifs, les mesures concernant le secteur privé, les retombées financières ainsi que les résultats escomptés et ceux déjà acquis à fin décembre 2017.

On retient que le PEF intervient dans un contexte de détérioration de la situation économique de la

CEMAC et décrochage de la croissance économique au Cameroun en raison notamment des problèmes sécuritaires, de la Perte d'opportunités des investissements et d'un accroissement du rythme d'endettement.

Le PEF se distingue cependant des Programmes d'Ajustement Structurel des années 90 par l'envergure des réformes envisagées, les champs de ces réformes et surtout la finalité recherchée. En occurrence, le PEF met un accent sur la préservation des acquis sociaux et ouvre la possibilité au Cameroun de bénéficier des appuis budgétaires qui sont par nature et par définition des ressources fongibles dans le budget de l'État.

Ses objectifs prioritaires concernent la relance et l'accélération de la croissance économique, la résorption du déséquilibre budgétaire, la réduction du déficit des comptes extérieurs, la stabilisation des réserves de change des pays de la CEMAC et la réduction du poids des investissements publics dans le budget.

Le PEF 2017-2020 comporte plusieurs mesures orientées directement vers le secteur privé, en particulier l'achèvement des travaux de construction des grands projets de 1ère génération et leur mise en service, l'élargissement de l'accès aux services financiers et l'amélioration du climat des affaires. Sur ce dernier point, sont notamment visées les réformes concernant la réglementation douanière et l'administration fiscale, la mise en œuvre du Plan cadastral, l'informatisation du registre du commerce et crédit immobilier, le remboursement des crédits TVA et les délais de paiement des factures.

Grâce aux performances enregistrées dans la mise en œuvre de ce Programme, le Cameroun a déjà

enregistré trois décaissements d'un montant total 478 638 millions de F CFA de la part du FMI, de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, de l'AFD et de la BAD.

LA PROMOTION DES CHAMPIONS NATIONAUX

De la présentation faite par le Directeur Général de l'Économie, il ressort que l'initiative pour la promotion des champions nationaux a pris corps au GICAM lors du lancement de la 3ème Edition des Journées de l'Entreprise couplée aux 5èmes assises de l'Université du GICAM en 2016. Le MINEPAT s'est approprié le concept et a mis en place un Groupe de Travail en mars 2017 chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un Mécanisme pour l'émergence et de la promotion des Champions Nationaux.

La promotion des Champions Nationaux, tradition des dans les pays industrialisés, s'impose aujourd'hui pour inverser notre mode d'insertion dans les chaînes de valeurs mondiales, renforcer la diversification économique et conférer une identité internationale pour nos produits.

Comme définition, un Champion National est « une entreprise camerounaise, Leader dans son secteur d'activité, capable d'avoir un déploiement à l'international, qui est innovante, compétitive et offensive, et dont l'objectif de développement est en cohérence avec la politique mise en œuvre au niveau national ». La promotion de telles entreprises implique un volontarisme du Gouvernement et un focus sur quelques filières ou groupe de produits en cohérence avec le Plan Directeur d'Industrialisation.

Parmi les secteurs pré-identifiés

Suite à la page 11 ►►►

Suite de la page 10 >>>

par le MINEPAT se trouvent en bonne place les filières Bois, Coton-Textile-Confection, Cacao-Café, les TIC, le Transport aérien, le secteur Banque-Finance, le Tourisme et le domaine de la Santé. Quelques critères ont été esquissés pour leur choix notamment en termes de création de la richesse, de capacité à créer des effets d'entraînement, de contribution à la résorption des déficits, de géographie du capital et de création des emplois.

Les interventions et appuis envisagés pour accompagner l'essor et le développement des Champions nationaux portent sur le financement direct via les prises de participation dans le capital, les lettres de confort aux partenaires pour crédibiliser ces entreprises, l'appui direct ponctuel pour le financement du haut bilan, l'octroi de régime préférentiel à la commande publique, l'octroi de subventions d'équilibre ponctuelles pour l'achat des intrants locaux ainsi que les appuis à la mise à niveau.

LES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DU 2ND RGE

Le second Recensement Général des Entreprises réalisé en 2016 a permis d'actualiser les informations de la situation des entreprises au Cameroun. Les résultats préliminaires de cet exercice ont été présentés par Monsieur Joseph TEDOU, Directeur général de l'Institut National de la Statistique.

Les innovations de cette seconde enquête concernent l'élargissement du champ des unités ciblées avec la prise en compte de certaines activités spécifiques exercées souvent en plein air sur des sites aménagés (laveries auto, dépôt de vente de sables, etc.), le géo référencement des unités économiques, la carto-

graphie détaillée qui a permis d'améliorer l'identification des unités économiques.

Au terme de ce Recensement, 209 482 entreprises et établissements ont été dénombrés contre 93 969 en 2009, soit un accroissement de +123% (+12,7% en moyenne annuelle). Les principales tendances restent :

- La forte concentration géographique des entreprises dans les deux principales métropoles du pays que sont Yaoundé et Douala ;
- la prédominance du secteur tertiaire, largement dominé par les activités de vente de marchandises ;
- un écosystème économique atrophie en termes d'entreprises de moyenne et grande importance (1,5%), dominé par les micro-entreprises (79,1%) et essentiellement constitué d'entreprises individuelles (97%).

Le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des entreprises en 2015, se situe à 13 347 milliards de FCFA contre 10 225 milliards en 2008. Il est accroissement de +28,8% (+3,9% en moyenne annuelle). L'ensemble des entreprises recensées emploie au total 635 969 personnes contre 386 263, soit un accroissement de +64,6% (+7,4% en moyenne annuelle).

En termes de gouvernance, il est observé un léger mieux dans la tenue de comptabilité. Cependant, on observe toujours une faible pénétration des TIC dans les entreprises et une faible prise en compte des questions environnementales. D'une manière générale, la rentabilité financière des entreprises en forte baisse et leurs équipements productifs demeurent vieillissants. Sur un autre plan, la typologie des obstacles auxquels font face les opérateurs économiques s'est modifiée. La fiscalité demeure l'obstacle n°1 et les problèmes de financement apparaissent toujours une préoccupation majeure. La corruption est en net recul, désormais

supplantee par les formalités administratives / tracasseries avec les agents de la mairie et communauté urbaine, ainsi que les problèmes de débouchés.

LES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE L'ENQUÊTE SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES

Le MINEPAT a réalisé en 2017 une enquête sur le Climat des Affaires (Business Climate Survey - BCS-). Cette enquête a couvert plusieurs aspects du climat des affaires dont la dimension factuelle en abordant notamment les questions relatives à la sécurité de l'environnement d'exercice des activités, l'attractivité du marché, les richesses naturelles, la solidité macroéconomique et la conjoncture économique ; la dimension perception, et le fonctionnement des institutions en charge de la promotion du climat des affaires.

De l'avis des 2000 chefs d'entreprises interrogés, il ressort que la qualité globale du climat des affaires reste très moyenne ; plusieurs entraves subsistent même si quelques avancées ont été enregistrées. Le déficit de communication de la part des institutions étatiques, les coûts élevés de crédit, la mauvaise qualité du service public (lenteur dans le traitement des dossiers, mauvais accueil des usagers, rétention de l'information utile au public, multiplication des pièces, isolement des responsables), les difficultés d'accès aux facteurs de production (énergie, services téléphoniques, internet, infrastructures de transport, ressources foncières, ...) sont autant de facteurs ayant reçu une majorité d'opinions défavorables.

L'Etat communique peu et ne diffuse pas suffisamment les informations qui intéressent les hommes d'affaires comme

LES PROJETS PORTEURS DU GICAM

Présentés par Monsieur Pierre KAM, Président de la Commission Diaspora et Relations internationales, ils portent notamment sur la mise en place d'un fonds de garanti multi métiers, l'accompagnement des entreprises à la structuration des joint-venture, l'organisation des ateliers d'appropriation des APE, la mise en place d'un centre de développement des PME, la promotion de l'entreprenariat féminin, la catégorisation des mesures de l'Accord sur la facilitation des échanges et l'amélioration du climat des affaires.

Ces projets ont été présentés aux partenaires techniques et financiers en fin 2017 et des manifestations d'intérêt sont déjà enregistrées de la part de certains d'entre eux. S'agissant de l'appropriation de l'APE, les échanges ont mis en évidence des possibilités d'appui que le GICAM pourrait mobiliser auprès de l'Union Européenne à travers la Facilité de Coopération Technique.

FEUILLE DE ROUTE

Le second jour des travaux de la rencontre MINEPAT/Secteur privé de 2018 a été consacré aux travaux techniques et une séance plénière d'adoption de la feuille de route présidée par le Ministre de l'économie. Cette Feuille de route devant servir de support au déploiement de partenariat MINEPAT/Secteur privé au cours de l'année 2018 est articulée autour des thématiques abordées pendant la rencontre et reprend l'ensemble des recommandations formulées en précisant les parties prenantes, les responsables de la mise en œuvre et les délais d'exécution.

Au titre des recommandations retenues, l'on retiendra notamment :

- le renforcement des dispositifs de suivi qualitatif (enquêtes de perception, opinion d'experts, ...) et quantitatif (recensements, études sectorielles, ...) des entreprises ;
- le renforcement des programmes de promotion des exportations (services non financiers, études de marchés, voyage d'affaires, ...) ;
- l'actualisation de l'étude sur les coûts de facteurs ;
- le renforcement des dispositifs de diffusion de l'information économique ;
- la mobilisation des appuis auprès du Gouvernement et des PTF pour accompagner les activités de sensibilisation/formation menées par les organisations du secteur privé ;
- la réalisation d'une étude sur les opportunités d'exportation vers le marché de l'UE ;
- le renforcement de la communication sur les opportunités de financement des PTF, notamment par l'élaboration et la vulgarisation d'une cartographie de ces opportunités ;
- etc.

Un secrétariat technique de suivi se réunira au cours du mois de mars pour finaliser la feuille de route et plancher sur les modalités de mise en œuvre et de suivi des actions à déployer dans une démarche partenariale.

Les mots de clôture du Ministre et des Présidents des organisations du secteur privé ont été ceux exprimant leur reconnaissance et satisfaction mutuelle pour la disponibilité et l'engagement pour un nouveau départ dans le partenariat MINEPAT / Secteur privé.



Quartier Nkomkana,
Immeuble Diane
(face station service Total)
Bp: 33 266
Yaoundé-Cameroun

Tel: (+237) 2 43 29 63 03
6 90 02 03 39
6 76 20 37 09

Directeur de publication :
Thierry Ndong Owona

Rédacteur-en-chef
Aboudi Ottou
+237 6 96 17 91 04
6 75 85 01 03

Secrétaire de rédaction:
Patrick Landry Amougou

Desk Littoral:
Didier Ndengue
+237 6 74 30 56 46

Desk Grand Nord :
Rodrigue Tapeo
+237 6 75 25 59 24

Rédaction :
Thierry Ndong Owona,
Aboudi Ottou,
Jean-René Meva'a Amougou,
Didier Ndengue,
Rodrigue Tapeo,
Rémy Biniou,
Bobo Ousmanou
Zéphirin Fotso Kamga

Correspondants :
Celestin Ngoa Balla
(New York)

Birgit Pape Thoma
(France, Allemagne)

Documentations et abonnements:
Olive Edjang Epesse
+237 6 94 28 13 61

Marketing et Commercial :
Audrey Bella
+237 6 96 03 99 53
6 50 89 57 64

Publicité :
+237 2 43 29 63 03
6 90 02 03 39
6 76 20 37 09

Web site :
www.journalintegration.com

E-mails :
journalintegration@gmail.com
ndongru@yahoo.fr

Impression :
Macacos
Douala



Louis Paul Motaze, le Minepat.

Michel Beaubien & Associés

Vivez

Travaillez

Etudiez

Canada

-  **Travailleur Qualifiés**
-  **Hommes d'affaires**
-  **Universitaires**
-  **Entrepreneurs**
-  **Investisseurs**
-  **Visiteurs**

*Sans limite d'âge
ou de
diplôme*

Yaoundé:
Entre la SCDP
et Safari Hôtel
242193859
674892326
694057155

Douala:
Bonamoussadi
après
Cheval Blanc
243008274
670004865
691950624

Bafoussam:
242649809
651973563
695640790

FIAC **2018**